

Bonjour à toutes et à tous, nous avons le plaisir d'accueillir Harlem Désir et Georges Garot !

Bonjour à toutes et à tous, nous sommes très heureux de répondre à vos questions.

Pat : Quel rôle souhaitez-vous voir jouer l'Union européenne à Cancun ?

Georges Garot: La négociation doit être celle d'un cycle de développement. Il s'agira donc de faire en sorte que les règles commerciales adoptées à Cancun puissent contribuer au rééquilibrage du rapport nord/sud.

Harlem Désir : Beaucoup d'engagements concrets avaient été pris de ce point de vue vis-à-vis des pays en voie de développement [PVD] lors de la conférence de Doha, il y a deux ans, qui n'ont pas été respectés. Un accord vient d'intervenir sur les médicaments génériques, mais les pays en voie de développement attendent aussi des réformes des règles de l'OMC pour bien tenir compte de leurs situations spécifiques dans d'autres domaines : textile, agriculture, renforcement du traitement spécial et différencié, réforme du règlement des différends. L'Union européenne doit être à leur côté à Cancun pour que ces dossiers avancent.

Paolo : Quels vont être les enjeux majeurs de Cancun ?

HD : Les enjeux ne sont pas les mêmes pour tous les pays. Ce que l'on souhaite c'est que l'Europe se mette au service de ce rééquilibrage du système commercial multilatéral, pour que le commerce puisse vraiment contribuer au développement et qu'elle ne donne pas la priorité à une vision étroite des intérêts de grandes multinationales européennes. C'est pour cela que les sujets dits "de Singapour" (investissement, concurrence etc.) qui visent à étendre les pouvoirs de l'OMC à de nouveaux domaines et qui inquiètent les PVD ne devraient pas être la priorité pour l'UE.

Arnaud : Cancun représente-t-il une chance pour les PVD ?

GG : Je pense que c'est une chance pour les PVD. Ils sont majoritaires au sein de l'OMC et les décisions sont prises sous forme de consensus. Déjà à Doha, ils avaient su faire inscrire leurs exigences sur l'ensemble des dossiers. Je pense que cela va se confirmer à Cancun.

HD : Ces dernières années, on a assisté à la montée en puissance de certains pays en développement comme le Brésil, l'Inde et bientôt la Chine qui ont la capacité de faire entendre leurs voix dans l'OMC, ils peuvent jouer un rôle très important pour y rééquilibrer les rapports de force. Mais malgré tout, cela dépendra de l'attitude des pays développés, car les PVD ont tellement besoin d'accéder aux marchés qu'ils sont obligés de faire des concessions en échange de mesures favorables. L'Europe ne doit pas faire comme les Etats-Unis, mais plutôt faire des alliances dans le sens du rééquilibrage. Exemple, dans la négociation sur les services, la libéralisation de secteurs comme la distribution d'eau ou d'énergie, qui aux yeux de certains doit être une concession des PVD.

GG : Je rappelle que l'Europe absorbe déjà 80 % des exportations des produits alimentaires de l'Afrique. Notre responsabilité est que les autres pays riches puissent ouvrir aussi leurs marchés à ces PVD, ne doit pas être soutenue.

Revis : Beaucoup de gens insistent sur le fait que les discussions de l'OMC sont vouées à l'échec à Cancun, comme à Doha. A votre avis, pourquoi le fonctionnement de l'OMC semble de plus en plus difficile ?

HD : Parce que d'abord les "promesses" de l'Uruguay Round qui s'est achevé en 1994 par la naissance de l'OMC étaient que tout le monde serait gagnant. Or on a imposé un abaissement

des barrières douanières de manière hypocrite parce que les pays riches ont maintenu des protections déguisées même légitimes (raisons sanitaires) alors que les PVD ont dû ouvrir davantage leurs marchés sans réelles contreparties. En fait, ceux qui étaient déjà en position plus forte ont plus profité de cette libéralisation sans tirer les PVD vers eux. On leur a de plus imposé des accords qu'ils n'ont pas pu expertiser avant et dont les effets ont été perçus plus tard. Exemple : l'accord sur la propriété intellectuelle qui aboutit au problème des médicaments. D'où une grande méfiance non surmontée depuis Seattle et également dans les opinions publiques des pays du nord à cause de décisions controversées jugées arbitraires (boeuf aux hormones). L'OMC semble aller au-delà de son domaine de compétence qui est circonscrit au commerce et devrait le demeurer.

GG : Il y a eu des éléments qui expliquent cette réserve de l'opinion mondiale, il y en a d'autres qui tendent à ce que les Etats trouvent un accord à Cancun. La sous-croissance mondiale qui implique une relance des relations commerciales en est un premier. De plus, la superpuissance américaine est placée devant tellement de problèmes internationaux (Irak), qu'elle ne peut se permettre d'ignorer la volonté des autres Etats, Union européenne et PVD. Il y a des éléments donc qui plaident pour l'aboutissement d'un accord à Cancun qui pourra déjà apporter des réponses significatives au projet de Doha, sachant que la fin des négociations est attendue pour décembre 2004.

Arnaud: On dit que les services publics sont en danger à Cancun, du fait de l'AGCS. Est-ce vrai ?

HD : Je partage cette analyse, c'est pourquoi nous avons mené une campagne avec d'autres parlementaires auprès du Parlement européen et des parlements nationaux pour que l'on place des limites à l'AGCS, en extraire par exemple les services publics. L'UE devrait s'abstenir de demander aux PVD de placer leurs services publics sous l'égide de l'OMC et refuser de faire des offres concernant ses propres services publics. Le mieux serait de réviser le texte de l'accord lui-même (art 1-3C) et de créer une exception "service public", comme il y a une exception culturelle, c'est-à-dire d'obtenir que les services publics puissent rester du libre ressort de chaque pays ou pour l'Europe de l'Union.

Butot : De votre point de vue, quelles sont les décisions les plus dangereuses qui peuvent être prises à Cancun ?

GG : S'il y a des décisions qui s'avèrent dangereuses, elles ne pourront pas se traduire en décisions. Le mandat donné aux commissaires européens le spécifie. Je vous rappelle que les décisions sont prises à l'unanimité.

HD : Oui mais ça n'a pas empêché l'accord TRIPS (ADPIC) sur la propriété intellectuelle en 1994 qui a mené à ce problème d'interdiction d'importation et de production de médicaments génériques en 1994. Les PVD sont un peu sous pression à l'OMC, parce qu'ils doivent faire des concessions et n'ont pas forcément l'expertise pour en mesurer les conséquences. Il y a un danger de voir resurgir un "AMI" (Accord Mondial sur les Investissements) qui serait la contrepartie exigée aux PVD en échanges des concessions de Doha. Voilà un danger qui réduirait leurs capacités de réguler les conditions dans lesquelles les multinationales investissent dans leurs pays.

Viler : L'Organisation Mondiale du Commerce va discuter du débat particulièrement houleux sur le prix des médicaments pour les pays en voie de développement. Sur ce point, quelle peut être la meilleure décision ?

HD : L'accord qui vient d'intervenir est une victoire pour les PVD et les ONG. Mais il reste un problème sur les conditions de sa mise en oeuvre parce que les Américains ont exigé des

clauses restrictives. Je pense que l'UE devrait s'engager à accepter de délivrer des licences pour la production de médicaments génériques à destination des pays du Sud s'ils en font la demande.

Yen : Le pouvoir des Etats-Unis est si grand qu'il est impossible pour l'OMC de prendre une décision sans leur aval. Je me demande si les choses peuvent vraiment changer tant que les Etats-Unis domineront le monde.

GG : La situation globale qui vise à relancer la croissance concerne aussi les Etats-Unis. Leur situation d'enlisement en Irak doit aussi les conduire à ne pas rendre leur situation encore plus conflictuelle avec d'autres pays de la planète.

HD : Les Etats-Unis avec leur décision d'augmenter leurs subventions agricoles (Farm Bill), de même qu'ils ont bloqué pendant deux ans l'accord sur les médicaments n'ont pas fait preuve de bonne volonté, mais l'UE pèse autant qu'eux dans l'OMC. L'opinion publique américaine peut aussi faire pression sur l'administration américaine qui n'est pas éternelle.

GG : Il y a eu des évolutions de la position américaine dans le domaine agricole qui manifeste une volonté commune avec l'UE de réduire les aides à l'exportation et de limiter les soutiens publics internes à un certain niveau par rapport à la valeur de la production de l'Etat en question. Ils sont conscients qu'ils devront revoir leur "Farm Bill" à l'issue de la négociation de l'OMC. C'est l'inverse de l'UE qui a tenu comptes des décisions de l'OMC pour arrêter la réforme de la politique agricole commune.

Camille : L'une des discussions de Cancun portera sur les changements concernant le régime des subventions agricoles. De votre point de vue, qu'est-ce qui doit changer ?

GG : Il est évident que dans les questions qu'on va traiter il y a celle des soutiens publics à l'exportation. Ces derniers sont porteurs de distorsions de concurrence et vont à l'encontre de l'évolution des agricultures des PVD. Cette question va être très fortement négociée. L'Europe va accepter de réduire ses subventions, on va vers la restitution pour certains produits envers certains pays. Il est évident que cela doit procéder d'une démarche parallèle entre UE et Etats-Unis. On attend que les Etats-Unis remettent en cause leurs crédits à l'exportation et l'utilisation abusive de l'aide alimentaire. Il faut accepter aussi de réduire tous les soutiens publics "distorsifs" dans les échanges commerciaux. A côté des aspects commerciaux, il faut également introduire des aspects non commerciaux : normes sociales, sécurité alimentaire, traçabilité des produits... De telle sorte que nous fassions reconnaître les efforts réalisés par les agricultures européennes, afin de soumettre les mêmes normes aux produits importés. C'est le problème de fond de la négociation globale : réduire les écarts de développement tout en répondant aux exigences des sociétés et des consommateurs.

Vanessa : Quel est votre sentiment à propos du rassemblement Larzac 2003 ? Etiez-vous là-bas ?

Nous n'y étions pas.

HD : J'étais à Porto Allegre et à Florence. L'émergence d'une société civile mondiale qui exerce sa vigilance à l'égard des organismes internationaux, conteste la mondialisation essentiellement libérale et en promeut une autre soucieuse des droits et des solidarités est une bonne chose. C'est un point d'appui pour les combats internationalistes que les socialistes mènent pour changer les institutions internationales. Par exemple, pour imposer une organisation mondiale de l'environnement, pour imposer que les décisions de l'OMS aient plus de poids que celles de l'OMC dans les médicaments... On doit donc travailler ensemble à des propositions nouvelles avec ce mouvement.

GG : Le Larzac, c'est José Bové. Il a eu le mérite de souligner à la fois les problèmes du sous- et du sur-développement. Il a su attirer l'attention sur les besoins de transparence des organisations comme l'OMC. J'en tire l'obligation de renforcer le droit international et donc de renforcer à Cancun les règles de régulation à l'OMC, car le commerce contribue à renforcer le rééquilibrage Nord/Sud.

Thierry : Comment la protestation contre Cancun doit-elle s'organiser partout dans le monde ? Pour votre part, qu'allez-vous faire ?

HD : A Cancun, je participerai non seulement à la délégation officielle du Parlement européen, mais aussi au Forum des Peuples. Je co-organise avec des collègues d'autres groupes (GUE, Verts) et des collègues brésiliens et mexicains du réseau créé à Porto Allegre, une rencontre parlementaire organisée le 8 autour d'un appel qu'on peut consulter sur le site du sénat mexicain et sur www.harlemdesir.com. Il y a aussi beaucoup de manifestations organisées en France pour montrer la vigilance quant aux décisions de Cancun. C'est essentiel que les réunions comme celle de Cancun ne puissent plus se dérouler en vase clos.

GG : Je n'ai rien sur mon site, mais à Doha, j'ai rencontré outre les négociateurs, les délégations non gouvernementales présentes, ce sera la même chose à Cancun. C'est notre rôle de parlementaire associé à l'OMC que de faire l'interface entre société et Union européenne. Plus le mouvement sera fort, plus nos propositions auront des chances d'être entendues.

Xavier : Comme je l'ai noté au rassemblement du Larzac, un fossé semble se creuser entre le Parti socialiste et les militants anti-mondialisation, comment l'expliquez-vous ?

HD : Le dialogue et la confrontation d'idées entre le mouvement social et un parti de gouvernement peut être parfois difficiles et c'est normal. Mais au Larzac, ceux qui ont démonté le stand étaient minoritaires et ont été condamnés par les organisateurs du rassemblement. Et on a vu d'autres militants aider les socialistes à remonter le stand. Le débat contradictoire et une chose, la violence une autre. Nous avons vocation à avancer ensemble et non à organiser un affrontement stérile.

Merci beaucoup Harlem Désir et Georges Garot, le mot de la fin ?

HD : Merci pour ce dialogue, les socialistes français et européens continueront à mettre à disposition des informations sur la négociation sur les différents sites, officiels et personnels.

GG : C'est la première fois que j'expérimente ce mode de communication, il me paraît pertinent et je renouvellerai volontiers cette expérience.